

# Front Populaire et Comités d'Action

par L. TROTSKY

(Les lignes que nous publions ci-dessous sont extraites d'un article écrit par Trotsky le 26 novembre 1935 et intitulé : « Front Populaire et Comités d'Action ». Nous avons choisi expressément les passages relatifs aux Comités d'action, leur nature, leur fonction, leur signification, pour leur actualité, notamment dans les débats au sein de la gauche révolutionnaire quant aux perspectives des Comités d'action qui ont été formés ces dernières semaines.)

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa résolution sur le rapport de Dimitrov, s'est prononcé dans le sens de la création des comités d'action élus, comme appui de masse du « Front populaire ». C'est certes la seule

d'action, les ouvriers ne le peuvent que dans le cas où ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent la nécessité d'une direction révolutionnaire.

Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Inutile de présumer d'avance quelles couches de travailleurs seront alliées à la création des comités d'action : les frontières des masses qui luttent se détermineront dans la lutte même.

Le danger énorme en France consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses dépensée morceau par morceau dans des explosions isolées, comme à

dans l'avenir. Pendant le mouvement dans les casernes qui eut lieu au cours de cet été contre le « rabiote », les soldats, sans hésiter, auraient élu des comités d'action de compagnie, de régiment et de garnison si on leur avait indiqué cette voie. De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas. Plus souvent à l'échelle locale, moins souvent à l'échelle nationale. La tâche consiste en ce qu'il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour cela : comprendre clairement soi-même la signification des comités d'action, comme le seul moyen de briser la résistance antirévolutionnaire des appareils des partis et des syndicats.

Cela signifie-t-il que les comités d'action remplacent les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, groupements, traditions et organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Pendant les élections aux comités d'action, chaque parti tentera naturellement de faire passer ses partisans. Les comités d'action prendront des décisions à la majorité des voix avec l'entière liberté des partis et des fractions de se grouper. Par rapport aux partis, les comités d'action peuvent être appelés des **parlements révolutionnaires** : les partis ne sont pas exclus, au contraire, ils sont supposés nécessaires : en même temps ils sont contrôlés dans l'action, et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris.

Cela signifie-t-il que les comités d'action sont des soviets ? Dans certaines conditions, les comités d'action peuvent devenir des soviets. Il serait, néanmoins, erroné d'appeler les comités d'action de ce nom. Aujourd'hui, en 1935, les masses populaires sont habituées à lier au mot de soviets l'idée du pouvoir déjà acquis. Mais le moment n'en est pas encore proche en France. Les soviets en Russie, dans leurs premiers pas, n'ont pas du tout été ce qu'ils sont devenus par la suite, ils ont même souvent porté à l'époque le nom de comités ouvriers ou de comités de grève.

Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France et aussi de donner à ces masses la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir. La chose aboutira-t-elle aux véritables soviets ? Cela dépend du fait de savoir si la situation critique actuelle en France se développera ou non jusqu'à sa conclusion révolutionnaire. Cela ne dépend pas seulement, bien entendu, de la volonté de l'avant-garde révolutionnaire, mais aussi d'une série de conditions objectives. En tout cas, le mouvement de masses qui se heurte actuellement à la barrière du « Front populaire » n'avancera pas sans les comités d'action.

Des tâches, telles que la création de la **milice ouvrière**, l'**armement des ouvriers**, la préparation de la **grève générale**, resteront sur le papier, si la masse elle-même ne s'attelle pas à la lutte, en la personne de ses organes responsables. Seuls ces comités d'action sortis de la lutte peuvent assurer la véritable milice, comptant non pas des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Ce n'est que les comités d'action, englobant les centres principaux du pays, qui pourront choisir le moment pour passer à des méthodes plus décidées de la lutte, dont la direction leur appartiendra de droit.



idée progressive de toute la résolution. Mais c'est précisément pourquoi les staliniens ne font rien pour sa réalisation. Ils ne peuvent pas s'y décider sans rompre la collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Il est vrai que participer aux élections des comités d'action le peuvent, non seulement les ouvriers, mais aussi les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent répondre le mieux aux tâches de la lutte pour conquérir l'influence sur la petite-bourgeoisie. Mais, par contre, ils rendent extrêmement difficile la collaboration de la bureaucratie ouvrière avec celle de la bourgeoisie. Cependant, le « Front populaire », dans sa forme actuelle, n'est pas autre chose que l'organisation de la collaboration de classes entre les exploités politiques du prolétariat (réformistes et staliniens) et les exploités de la petite-bourgeoisie (radicaux). De véritables élections de masse de comités d'action doivent automatiquement expulser les affairistes bourgeois (radicaux) du « Front populaire », et ainsi faire sauter en l'air la politique criminelle, dictée par Moscou.

Il serait, néanmoins, erroné de croire que l'on peut simplement, à un jour et à une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour les élections des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Une telle manière d'aborder la question serait purement stérile. Elire les comités

Toulon, à Brest, à Limoges, fasse place à l'apathie. Seuls des traîtres conscients ou des cerveaux désespérément obtus peuvent croire que l'on peut, dans la situation actuelle, tenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce qu'on leur fasse cadeau d'en haut du gouvernement de « Front populaire ».

Les grèves, les protestations, les escarmouches de rue, les révoltes directes sont tout à fait inévitables dans la situation actuelle. La tâche du parti prolétarien consiste non pas à freiner et à paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner la plus grande force.

Les réformistes, et surtout les staliniens, ont peur d'effrayer les radicaux. L'appareil du « front unique » joue tout à fait consciemment le rôle de désorganisateur à l'égard des mouvements spontanés des masses. Et les gauches, du type Marceau Pivert, ne font que protéger cet appareil de la colère des masses. On ne peut sauver la situation que si l'on aide les masses en lutte, dans le processus de la lutte même, à créer un nouvel appareil qui réponde aux nécessités du moment. C'est en cela que réside précisément la fonction des comités d'action.

Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat, si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la répression sanglante de Limoges, les ouvriers et une partie considérable de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à créer des comités élus pour enquêter sur les événements sanglants et les prévenir